Par e-mail : https://www.lemonde.fr/international/article/2024/03/19/guerre-en-ukraine-a-zaporijia-ukrainiens-et-russes-contraints-de-se-coordonner-pour-eviter-un-accident-nucleaire_6222820_3210.html

A Zaporijia, Ukrainiens et Russes contraints de se coordonner pour éviter un accident nucléaire

Par Jacques Follorou (Nikopol (Ukraine), envoyé spécial)

Publié le 19 mars 2024

En pleine guerre, Kiev et Moscou parviennent à communiquer pour entretenir la plus grande centrale d'Europe, aujourd'hui en territoire occupé. L'Agence internationale de l'énergie atomique s'est imposée comme interlocuteur unique.

Depuis la promenade construite sur la digue bordant la rive droite du Dniepr et protégeant la basse ville de Nikopol, au sud de l'Ukraine, on ne voit qu'eux. Les six réacteurs de la centrale nucléaire de Zaporijia, la plus importante d'Europe, se dressent sur l'autre bord du grand fleuve, aujourd'hui à moitié asséché. Ces géants renferment la menace la plus terrifiante, celle de l'atome, et marquent la ligne de front d'une guerre lancée, par la Russie, le 24 février 2022, contre l'Ukraine. Ici, les herbes folles du chemin, le silence, tout rappelle l'effroi qui pèse sur le lieu.

Alors que les sirènes annonçant des frappes russes viennent ajouter leur lot d'angoisse aux habitants de Nikopol, un monument signale que six cents d'entre eux ont été envoyés, en 1986, comme liquidateurs après l'explosion de la centrale de Tchernobyl. Un lourd tribut qu'Irina, une grand-mère de 60 ans, garde à l'esprit. Dans l'attente d'un bus, sur une place déserte entourée d'immeubles fantômes, elle regrette que les gens craignent davantage les bombardements que la centrale. *« Ils n'ont été inquiets qu'en juillet 2023, quand des rumeurs disaient que les Russes allaient la faire exploser,* confie-t-elle. *On nous a distribué des pastilles d'iode et fait faire des exercices d'évacuation. »*

Dans le sous-sol barricadé de la mairie, l'édile de la ville, Oleksandr Sayouk, fait aussi la part des choses : *« On est bombardé tous les jours, la moitié de Nikopol est partie surtout à cause de ça, car c'est ce que les gens voient. Mais si les responsables ont un peu de sens commun, côté russe comme ukrainien, ils devraient communiquer ensemble sur le risque nucléaire, tout le monde peut y perdre. »* Sans cacher sa lassitude après deux ans aux premières loges d'un conflit meurtrier, il ne souhaite visiblement pas s'étendre sur le sujet.

Une partie diplomatique délicate

Car derrière les déclarations de Moscou et de Kiev, qui s'accusent de mettre en danger le site nucléaire, ou celles, policées, de Rafael Grossi, directeur de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA), appelant à la retenue, se joue, en coulisse, une délicate partie diplomatique. Alors

qu’elles se font la guerre, les deux parties ennemies, contraintes et forcées, se parlent au sujet du nucléaire par des canaux directs et indirects. C’est un cas de force majeure, qui a supplanté la loi des armes et les intérêts de chacun. Il en va de la sécurité des populations respectives et de l’Europe entière.

Si des équipes techniques ukrainiennes ont pu réparer, le 14 mars, la seule ligne électrique d’alimentation externe de secours de 330 kilovolts (kV), déconnectée après des bombardements, c’est grâce à ces échanges. La question a été évoquée lors de la rencontre, le 6 mars, à Sotchi, entre M. Grossi et Vladimir Poutine. *« Poutine a donné son accord à Grossi,* confirme, au *Monde,* Herman Halushchenko, le ministre de l’énergie ukrainien. *Puis nos militaires ont reçu les informations des Russes nous permettant de donner le feu vert à nos équipes pour intervenir en toute sécurité sur la ligne endommagée. »*

Le raccordement électrique de la centrale au territoire ukrainien est vital pour la sûreté du site. Après être arrivés, en mars 2022, les Russes ont tenté, en vain, de le brancher au réseau électrique de Crimée. Ils dépendent donc toujours de l’ Ukraine pour son bon fonctionnement. Sans cette réparation, la centrale de Zaporijia ne disposait plus que d’une seule ligne électrique de 750 kV alors qu’avant le conflit, il en existait quatre de ce type. Une seule journée sans électricité peut conduire à la fusion du cœur du réacteur. Pour cette seule raison, Ukrainiens et Russes sont condamnés à se coordonner. Les générateurs diesel, qui s’allument automatiquement lorsque l’alimentation électrique s’arrête, ne sont pas viables à long terme.

Le risque nucléaire, distinct de la guerre

Petro Kotin, président d’Energoatom, l’EDF ukrainien, dont dépendent toutes les centrales nucléaires du pays, ne fait pas mystère de ces contacts : *« Je ne parle pas à mon homologue russe de Rosatom, mais il existe, au niveau opérationnel, des liens entre les autorités chargées, à Zaporijia, du réseau électrique de la région et l’administration russe qui gère la centrale. »* L’enjeu est tel que les Ukrainiens, alors même que les chars russes avançaient vers la centrale de Zaporijia et s’installaient dans la ville d’Enerhodar, attenante au site nucléaire, ont veillé à ne pas laisser l’infrastructure sans contrôle.

Rencontré dans l’arrière-salle d’un fast-food KFC, entouré de barres d’immeubles de la banlieue de Kiev, Anton (un nom d’emprunt pour des raisons de sécurité) peut en témoigner. Cet ingénieur ukrainien de 50 ans était, jusqu’en février encore, chargé de la sûreté de plusieurs réacteurs de la centrale et dirigeait une équipe de cinquante personnes. *« Quand les Russes sont arrivés, Energoatom nous a demandé de rester sur place pour ne pas laisser la centrale sans pilote et devenir un danger pour tout le monde. »*

Il a gardé des réflexes de ces deux ans passés sous le regard des services de sécurité russes et de possibles taupes ukrainiennes. Ses mots retenus et son visage de marbre rappellent qu’il a dû se méfier de tout. *« On souriait tout le temps, on ne parlait jamais politique,* se souvient-il. *J’ai des collègues qui ont été arrêtés pour avoir exprimé leur opinion. Un sabotage sur une centrale, c’est trop dangereux. »* Selon Petro Kotin, dix-sept salariés ukrainiens ont été arrêtés et transférés dans des prisons russes.

Ce dialogue entre Moscou et Kiev n’aurait pas vu le jour aussi vite sans l’AIEA, qui s’est imposée comme l’interlocuteur unique. Selon une source diplomatique française, qui a requis l’anonymat, son directeur, M. Grossi, a réuni, dès 2022, à Ankara, en Turquie, les ministres des affaires

étrangères russe et ukrainien, ainsi que ceux de l'énergie, pour leur dire que le risque nucléaire était un sujet protégé, distinct de la guerre. *« Je n'y étais pas,* assure, pour sa part, Herman Halushchenko. *Seuls les ministres des affaires étrangères y ont assisté. »*

Canaux informels et menaces de sanctions

L'Agence se fait l'intermédiaire entre Moscou et Kiev et a obtenu de la Russie la présence permanente, depuis septembre 2022, de ses experts dans la centrale, même si certains lieux leur sont encore interdits. Par rotation, ils traversent la ligne de front pour rejoindre le site. Les deux camps s'accordent alors pour qu'aucun incident n'intervienne lors de leur passage. *« La pleine coopération des responsables de la sécurité ukrainiens et russes est indispensable pour assurer en temps voulu des rotations sûres et sécurisées »*, admet l'AIEA.

Dans l'ombre de l'Agence, une autre structure compte. L'Association mondiale des exploitants nucléaires (WANO, en anglais), fondée après l'accident de Tchernobyl, réunit tous les pays dotés de centrales nucléaires. *« Nous sommes apolitiques,* a fait savoir WANO, au *Monde. Notre mission est de maximiser la sécurité et la fiabilité des centrales nucléaires du monde entier* (…), *grâce au soutien mutuel, à l'échange d'informations et à l'émulation des meilleures pratiques. »* Les agents de WANO ne sont pas rendus sur place, mais les canaux informels et opérationnels bâtis depuis des années fonctionnent.

Si les ennemis sont obligés de se parler, rien n'est gagné pour autant. Mi-mars, lors d'une réunion des gouverneurs de l'AIEA, à Vienne, les délégations russe et ukrainienne étaient réunies autour de la même table, pour la première fois. Petro Kotin et Herman Halushchenko étaient présents. *« Il y avait le patron de Rosatom, je ne lui ai pas serré la main, j'aurais plutôt sorti mon flingue, si j'en avais eu un »*, lance Petro Kotin. Pour ce dernier, *« l'AIEA se contente trop d'observer et n'impose rien à la Russie, sa seule ambition est de faire baisser le niveau de risque d'accident nucléaire »*.

D'après la source diplomatique française, l'AIEA utilise, sans le dire publiquement, la menace de sanctions contre Rosatom et la Russie pour obtenir des concessions. Les centrales nucléaires russes sont, en effet, la première source d'exportation du pays. *« Ils ne peuvent se priver d'une telle manne, Rosatom est en mesure de contraindre Poutine sur la centrale de Zaporijia »*, assure cette source. Ce que conteste MM. Kotin et Halushchenko, qui estiment que Rosatom ne dit pas tout à Poutine par crainte de lui déplaire.

Une situation « très fragile »

La communication entre Ukrainiens et Russes s'est néanmoins dégradée sur la question du personnel travaillant à la centrale, sujet lié à la sûreté nucléaire. Fin décembre 2023, selon l'AIEA, l'usine ne disposait plus que de *« 40 % de ses effectifs de maintenance, une situation qui n'est pas viable »*. Un état aggravé, en février, par la décision des Russes d'interdire l'accès du site aux salariés ukrainiens n'ayant pas signé les contrats Rosatom, ce qui prive la centrale d'agents compétents. Moscou exigeait, en effet, qu'ils prennent la nationalité russe et soient payés en roubles dans une banque russe. Sur les 5 500 employés de la centrale restés après l'arrivée des Russes, contre 11 000 avant la guerre, 2 800 ont accepté de signer et 2 700 ont refusé – dont Anton, qui a préféré fuir.

L'administration russe de la centrale affirme disposer d'assez de personnel pour la gérer. Rosatom a fait venir des employés d'autres sites nucléaires en Russie, notamment de celui de Balakovo, près de Saratov, similaire à la centrale de Zaporijia. *« Ils ont pris les plus mauvais et les plus jeunes,* proteste Petro Kotin. *De plus, nous avons modernisé la nôtre, elle n'a plus grand-chose à*

voir avec celle de Balakovo. » L’AIEA a estimé, le 7 mars, que la situation demeurait *« très fragile »*.

Dmytro Orlov, 38 ans, maire d’Enerhodar exilé à Zaporijia, partage cette inquiétude. Ingénieur à la centrale pendant dix ans, il assure qu’il faut huit agents en temps normal dans la salle de contrôle, alors que Rosatom ne dispose que d’une à deux personnes habilitées pour ces postes. Un constat qui conduit Vira Konstantynova, experte en géopolitique et sécurité, et ex-conseillère du président du Parlement ukrainien, à relativiser l’importance du dialogue entre son pays et Moscou. *« Ce sont de simples correspondances diplomatiques, ça ne sert à rien, la Russie devrait être exclue de l’AIEA, la position occidentale ambiguë ménage Moscou, qui se sert de ce chantage nucléaire pour briser son isolement. »*

Dans l’arrière-salle du fast-food de la banlieue de Kiev, Anton finit par être moins méfiant. Il se montre même rassurant. *« Les six réacteurs sont à l’arrêt, il faut juste continuer à les refroidir et veiller au bon fonctionnement des pompes d’alimentation,* explique-t-il. *La centrale est comme une grosse baleine échouée sur la rive, en train de mourir. Ça demande beaucoup moins de personnels qualifiés qu’en temps normal. »* Sur l’autre rive, à Nikopol, le temps reste néanmoins suspendu tant que la guerre dure.

Jacques Follorou Nikopol (Ukraine), envoyé spécial